

# Le libertaire

Rédaction :  
Administration : N. FAUCIER  
72, rue des Prairies, Paris (20°)  
(Chèque postal : N. Faucier 1165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"	
FRANCE	ÉTRANGER
Un an ..... 22 fr.	Un an ..... 30 fr.
Six mois ..... 11 fr.	Six mois ..... 15 fr.
Trois mois ..... 5 fr. 50	Trois mois ..... 7 fr. 50
L'abonnement est payable d'avance.	
L'abonnement est payable d'avance.	

Les abonnements sont instaurés un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

## "RÉALISME" ET "UTOPIE"

« Utopistes ! » nous jette avec un souverain mépris le « Français moyen », ce garçon sérieux, correct d'idées, comme de mise et qui prétend ne point bayer aux chimères.

« Utopistes ! » nous stigmatisent avec la même ardeur haineuse le fasciste, le républicain, le socialiste démocrate et son frère le bolcheviste. Eux aussi sont des gens sérieux.

« Utopistes ! » répète ce brave homme qui passe et qui dira comme tout le monde pour se venger de la peine de réfléchir.

Il paraît que nous sommes des utopistes.

Et puis après ?

Certes, et c'est cela qu'on veut dire, il y a un contraste inouï entre nos aspirations libertaires et l'état actuel des sociétés humaines.

L'on pourrait dire que jamais ce contraste n'a pris un caractère aussi tragique, aussi poignant que pendant ces quatorze dernières années.

Les années de la guerre et celles de l'après-guerre. Années sinistres où nous avons vu triompher tout ce que nous détestions, trahir tout ce que nous aimions et parfois par ceux qui étaient le plus près de nous.

Les années de la guerre et l'après-guerre sinistre qui en est la conséquence aussi funeste que logique.

Ici les horreurs du fascisme. Là-bas le règne du stalinisme : le poison militariste, autoritaire, policier, intoxiquant la révolution. Des partis socialistes auxquels leur participation à la guerre a enlevé le peu de signification qui leur restait, définitivement conquis par la conquête des pouvoirs publics et des poirs des participations ministérielles.

Des organisations ouvrières démolies et divisées. Un capitalisme insolent et agressif, réduisant ici des millions de travailleurs au chômage, là en obligeant d'autres à un surmenage abominable par ses méthodes de rationalisation.

Et avec cela, découlant de tout cela, la menace de la guerre qui couve et que tous les gouvernements préparent, fascistes, républicains ou bolchevistes, camouflés de dénégations hypocrites et de déclarations pacifistes, la guerre qui sera cette fois, une guerre d'extermination.

Mais c'est précisément parce que cette horreur sociale existe que nous nous dressons contre elle.

Nous sommes seuls contre tout et contre tous.

Avons-nous tort pour cela, est-ce une raison de désespérer ?

Quelqu'un n'a-t-il pas dit que « le plus fort est celui qui est le plus seul » ?

Celui qui a le courage d'avoir raison contre tous et pour le bien de tous.

L'armée et la guerre, la police et la répression, le salariat qui est la prostitution du travail et la propriété, l'autorité sous toutes ses formes, voilà ce que nous voudrions voir disparaître.

Nous sommes des utopistes.

Mais les « réalistes » viennent nous dire, si tant est qu'ils consentent à discuter avec nous :

— Vous n'êtes pas pratiques. Pourquoi ne pas utiliser plutôt ces institutions ? Ne peut-on pas faire la guerre pour la bonne cause, se servir de la machine à tuer dans l'intérêt public, utiliser judicieusement la police et le bourreau, socialiser le salariat. Et si tout ce qui se fait actuellement au nom de l'Etat bourgeois se faisait, par exemple, au nom du prolétariat, n'en concevriez-vous pas une grande satisfaction ?

Un autre « réaliste » viendra vous dire :

— Il ne faut pas en demander trop à la fois. Que penseriez-vous de quelques bonnes petites réformes démocratiques et sociales ?

Et un autre :

— Avant tout, il faut combattre la réaction et voter pour les candidats de gauche...

Nous sommes des utopistes.

Parce que tout ce qu'on nous offre là nous apparaît grotesque, insuffisant et pernicieux.

Parce que nous en avons assez de vivre en ce milieu abject qu'est la « civilisation » du XX<sup>e</sup> siècle.

Parce que nous trouvons ridicule de

subir la captivité d'institutions ignobles et de préjugés autoritaires hideux, vieux de trois et quatre mille ans, qui font depuis longtemps la risée et le dégoût de tout ce qui pense et dont il serait enfin temps de se débarrasser.

Nous sommes des utopistes.

Nous n'avons pas l'admiration de la trique ni de celui qui la porte.

Nous ne croyons pas à la nécessité du soldat, ni du garde-chiourme, ni de l'homme politique.

Nous concevons une humanité sans casernes, sans bagues et sans chaise électrique.

Une humanité sans guerre et sans misère.

Nous concevons une société libre « sans obligation ni sanction » et cela offusque fort nos « réalistes ».

— Car enfin, disent-ils, s'il n'y a plus de justes lois et de sévère répression, qu'est-ce qui empêchera les gens de commettre des crimes toute la journée ?

Ces gens-là se représentent sans doute l'assassinat comme une sorte de partie de plaisir à laquelle ils se livreraient volontiers s'ils l'osaient. Ils s'imaginent peut-être que la répression a jamais endigué la criminalité. Ils veulent ignorer l'ignominie de cette répression et que ce qui se passe dans les bagues et les prisons est plus abject que ce que jamais malfaiteur a perpétré.

Et ils veulent oublier les innombrables victimes qu'assassine leur honnête société autoritaire, la pire criminelle, par la misère, les maladies et les suicides qu'elle entraîne et par la guerre.

Et que dans une société un peu humaine, les causes et les occasions du « crime » disparaîtraient presque entièrement.

— Mais, et ici le « réaliste » croit avoir trouvé un argument décisif, que peut devenir une société où le travail ne sera pas obligatoire ? Lorsqu'il n'y aura plus l'appât du gain, la peur de la misère et de la prison, pourquoi s'astreindre au labeur ? Consommer, les gens le voudront bien, mais qu'est-ce qui les contraindra à produire ?

Hé, cher Monsieur « réaliste », pourquoi diable voulez-vous qu'ils soient contraints ? Tout ce qui s'est jamais fait de vraiment beau et fécond dans le monde a été le produit d'un effort volontaire et, comme vous diriez, désintéressé. Ces hommes qui ont usé toute leur vie à la recherche d'une de ces vérités scientifiques qui ont transformé le monde, ces autres qui s'efforcèrent de tirer une beauté nouvelle des mots, des idées, des sons et des formes, croyez-vous que ce qu'ils ont fait, c'était pour l'amour de l'argent. Le vrai salaire de leur œuvre, c'était leur œuvre même, la joie de trouver, l'orgueil de créer, ces sentiments les plus forts et les plus magnifiques que puisse éprouver l'homme.

La joie d'œuvrer, l'orgueil de créer, l'esclavage du salariat les émeuse. On ne peut pas demander à un prisonnier de mettre beaucoup d'enthousiasme au labeur qu'on lui impose. Et pourtant ces sentiments sont si forts et si naturels que, même dans l'atelier capitaliste, l'ouvrier arrive parfois à oublier la contrainte qu'il subit et à se prendre d'amour pour son travail. Que serait-ce dans la cité libre.

Le « réaliste » objectera les paresseux, les incapables. Peut-être, mais il est permis de supposer que leur nombre serait de beaucoup inférieur à celui des « travailleurs » employés à des besognes utiles ou malfaisantes que comporte notre organisation sociale.

Et dans une société où toutes les énergies pourraient s'employer utilement et librement, dans la satisfaction de collaborer au bien-être et au bonheur de tous, il y aura probablement peu de paresseux, chacun tenant à honneur de participer aux besognes dont tous bénéficieraient.

Et de même qu'il a été dit que « la récompense du chanteur, c'est sa chanson », ainsi dans la société affranchie l'œuvre sera pour l'ouvrier « une récompense qui paie magnifiquement ».

Nous sommes des utopistes, paraît-il. Eh bien ! tâchons que l'utopie devienne réalité.

EPSILON.

## Le Premier Meeting d'une salutaire campagne

Depuis que nous avons fait connaître notre décision de marcher à fond pour l'abolition de l'expulsion administrative, nous avons reçu de nombreux encouragements et les militants de différentes langues, réfugiés en France, ne sont point les derniers à nous approuver.

« Ce sera peut-être — nous écrit l'un d'eux — l'une des plus belles campagnes que les anarchistes français auront à inscrire à leur tableau de propagande. Ça, c'est de la bonne solidarité internationale. Avec quelle joie, nous, les expulsés de notre pays d'origine, les refusés de partout, nous vous voyons amorcer cette action. Puissiez-vous réussir ! En tous cas, comptez sur notre aide, car pas un réfugié politique ne restera insensible et neutre devant de semblables efforts. »

Oui, cette campagne était attendue depuis longtemps et depuis une année nous l'aurions commencée, n'eussent été les divisions qui régneront dans nos milieux. Ce temps perdu a été mis à profit par les ambassades et leurs domestiques : les policiers de France. Jamais autant que cette année les expulsions administratives n'ont été aussi nombreuses et aussi scandaleuses.

Il s'agit d'en mettre un bon coup à présent.

Notre premier meeting aura lieu le vendredi 12 octobre, aux Sociétés Savantes. Qu'on se le dise, qu'on le dise afin que la salle ne puisse contenir tous les protestataires.

## GOURMELON INNOCENT DOIT ÊTRE MIS EN LIBERTÉ

Gourmelon accusé d'avoir touché un chèque au préjudice d'une coopérative de Brest est passé vendredi dernier devant le tribunal correctionnel.

Son avocat maître Lalouet a obtenu sans trop de difficultés l'innocence de cette juridiction, qui n'aurait su que condamner.

Gourmelon passera en cour d'assises au mois de janvier.

Mais notre camarade malade ne pourra jamais attendre jusque là. Nos amis de Brest qui ont assisté à l'audience nous adjurent d'agir pour arracher Gourmelon à sa prison.

Le médecin de l'Administration pénitentiaire affirme lui-même que la liberté est indispensable pour assurer le salut de notre camarade.

Nous savons et le Parquet de Brest le sait également, QUE GOURMELON EST INNOCENT.

Il ne s'agit nullement d'une erreur judiciaire, mais d'un complot policier. On tient actuellement un otage. Aucune charge n'a été relevée contre Gourmelon, si ce n'est le rapport de deux experts qui affirment reconnaître sur la signature du chèque, l'écriture de Gourmelon, et c'est sur la simple affirmation de deux hommes que l'on tient un innocent. Les deux experts se trompent et oseraient-ils affirmer que leur « science » est infallible ? ?

Gourmelon est innocent, et nous le répétons : « Nous le savons et la police brestoise le sait. »

MONSIEUR LE JUGE D'INSTRUCTION, qu'attendez-vous pour accorder à un innocent la LIBERTÉ PROVISOIRE ?

Est-ce au nom de la Justice que vous retenez un otage ?

## Chaque semaine à partir de celle-ci

Nous avons assuré, dans notre dernier numéro, que le LIBERTAIRE paraîtrait régulièrement chaque semaine dès aujourd'hui.

Nous tiendrons parole, mais pas sans votre concours, les camarades !

Lorsque nous fîmes cette promesse, amis lecteurs, nous faisions beaucoup fond sur vous. Etait-ce trop espérer que de compter sur vous tous pour appuyer nos efforts : ceux pour la propagation même de l'anarchisme ; ceux pour les défenses des copains « étrangers » réfugiés ici ; ceux en faveur de l'unité entre les anarchistes-communistes.

Aidez-nous donc déjà en soutenant le LIBERTAIRE par les nombreux moyens à votre disposition : obole personnel, collecte autour de vous, achat de plusieurs numéros, abonnements, abonnements surtout, etc.

Mais faites tout cela vite, les amis, il y a urgence.

## AUX ORDRES DE MUSSOLINI

## Des magistrats français et belges violent cyniquement le droit d'asile

### LE SCANDALE ANGELETTI

Le 14 septembre s'est réunie la Chambre des Mises en Accusation pour statuer sur la demande d'extradition formulée par le gouvernement italien au sujet d'Angeletti.

L'avocat général Comnien prit la parole et déclara que « parmi les pièces apportées par le gouvernement transalpin il ne trouvait aucune preuve suffisante de culpabilité et que, dans ces conditions, il ne pouvait pas demander l'extradition d'Angeletti. La Chambre des Mises en accusation déclara alors qu'elle remettait l'affaire à une autre audience pour permettre au gouvernement italien de fournir des pièces supplémentaires pour appuyer la demande d'extradition. »

Telle est la nouvelle publiée par différents quotidiens du 15 septembre.

Nous avons dit que dans cette affaire il y avait un déni de justice formidable, que la loi sur les extraditions était foulée aux pieds de la façon la plus désinvolte par la haute juridiction pourtant chargée de l'appliquer. Or, le déni de justice, le viol de la légalité se trouvent aggravés d'un scandale sans précédent. La décision prise par la Chambre des Mises est non seulement un acte illégal — ce que l'on pourrait appeler une hérésie judiciaire — mais elle est aussi la preuve de la complicité manifestement avérée de ces magistrats envers le Duce.

Comment ! alors que la loi déclare formellement que le pays requérant une extradition doit, dans les vingt jours à dater de l'arrestation (si c'est un pays limitrophe), fournir à la justice française tou-

tes les policiers fascistes) ces deux camarades d'avoir perpétré et accompli l'attentat de Milan.

Nous avons dit, dans notre dernier numéro, qu'Angeletti fut arrêté en Italie à la suite de cet attentat, qu'il fut inculpé, mais que comme il put prouver nettement qu'il n'était pas à Milan au moment de l'attentat, il fut relâché par la police italienne.

Or, voici maintenant qu'à la suite d'une infecte manœuvre de police et de mouchardage, l'ambassade d'Italie réclame l'extradition d'Angeletti à la France, et celle de Battini à la Belgique.

Incapable de fournir dans le délai de vingt jours une simple apparence de preuve (alors sur quoi s'appuyait-il pour formuler cette demande d'extradition ?) le gouvernement italien se voit octroyer encore seize jours. Il apporte des pièces que l'avocat général se refuse lui-même à prendre pour sérieuses (et pour qui connaît la mentalité des avocats généraux, toujours enclins à voir un coupable dans un accusé, cette déclaration prend une valeur formidable) — et voici que non seulement on méprise le plus flagrant des lois on lui accorde un nouveau délai, mais qu'on maintient Angeletti au Dépôt en attendant de statuer sur son sort.

Or, pour qui connaît cette affaire qui est un amas de tractations entre policiers et mouchards, de faux témoignages obtenus par l'argent et la contrainte ; pour qui sait que les policiers italiens opérant en France et en Belgique constituent une affaire de faux et de luité sourde contre les réfugiés politiques, on sait ce en quoi se résoudra ce nouveau délai : à permettre au gouvernement italien de fabriquer de nouvelles pièces apocryphes et de témoignages falsifiés, tronqués ou erronés.

C'est un nouvel amas de mensonges, de calomnies, de déclarations qu'il faudra contrôler et authentifier — et si la Chambre des Mises persiste dans son attitude de servilisme envers Mussolini, si elle continue à ne pas vouloir relâcher Angeletti avant d'avoir la preuve que le gouvernement italien forge de toutes pièces ses accusations ce pourra être encore de longs mois de détention pour notre camarade.

C'en est assez ! il faut que cesse enfin le scandale qui consiste à arrêter l'importer quel camarade italien à la simple demande du gouvernement fasciste, sous une accusation aussi fantaisiste, qu'odieuse et sans qu'un semblant de preuve puisse être apporté.

Le dossier d'Angeletti est vide ; il faut donc de toute urgence que nous nous attelions à la délivrance de notre camarade. Voici bientôt deux mois que la magistrature française maintient notre ami en prison, parce qu'il a plu à l'ambassade italienne, pour des motifs nettement politiques, de se débarrasser d'un adversaire avec une inculpation qui ne résiste pas à un examen attentif.

Il ne faut plus que la liberté de nos amis soit à la merci des élucubrations de policiers fascistes en mal d'avancement.

Il ne faut plus que l'on tolère que les prisons françaises deviennent les succursales de celles d'Italie. Quelle que puisse être la sympathie qu'éprouvent les magistrats pour le régime de boue et de sang qui sévit outre-Alpes, il ne faut pas leur permettre de se faire les instruments dociles de la vindicte Mussolinienne.

Angeletti doit être libéré le plus tôt possible. Il le sera. Car nous allons engager une vaste campagne d'agitation au cours de laquelle nous porterons devant l'opinion publique le scandale intolérable que constitue la détention de notre camarade — ainsi que de tous les réfugiés politiques que l'on troque pour faire plaisir au maître du Palazzo Chigi.

Nous voulons espérer pour l'honneur de la presse de gauche, que les journaux qui, déjà, ont élevé leurs protestations persévéreront dans cette voie et qu'ils se joindront à nous pour réclamer que cessent enfin des agissements qui sont une honte pour un régime.

Dans tous les cas, soutenus ou non, nous continuerons notre besogne jusqu'à ce que satisfaction complète nous soit donnée : c'est-à-dire le respect du droit d'asile et de la liberté individuelle.

Nous reviendrons la semaine prochaine sur tous les cas d'arrestations opérées scandalement en Belgique.

### UNION ANARCHISTE COMMUNISTE

Groupe de Bezons

Samedi 6 octobre, à 20 h. 30 précises, salle de l'Ancienne Mairie de Bezons.

### GRAND MEETING

en faveur de

Paul VIAL

Organeurs : P. Besnard, Guillemette.



ANGELETTI



# VOIX D'OUTRE-TOMBE

Je ne sais plus quel pamphlétaire écrivait un jour : « Il y a des vivants qui sont plus morts que les morts ». On prit pour une boutade cette affirmation et, pourtant, chaque jour nous apporte une vibrante et douloureuse confirmation de cette constatation.

Il y a des vivants qui, non seulement sont plus morts que les morts, mais dont toutes les manifestations de prétendue existence ne sont que des preuves nouvelles du décès moral d'eux.

Tel est le cas de certains « leaders » de l'anarchisme d'avant-guerre qui, après avoir pitoyablement embouché la trompette guerrière et suivi en laudateurs la troupe malfaisante des faiseurs de guerre, après avoir provoqué leurs admirateurs au meurtre d'autres gens qui avaient commis le seul crime d'être nés outre-Rhin, après avoir, de par leur manifeste, envoyé quelques centaines de pauvres bougres à la mort ou à la mutilation, après avoir vu « leur » guerre aboutir au plus monstrueux déchaînement de militarisme et de chauvinisme, essayaient encore, dix ans après le traité de Versailles, de légitimer leur attitude dont le moins qu'on en puisse dire est qu'elle signa leur acte de décès moral.

L'ami Le Meillour, dans un précédent numéro, signifiait leur fait aux signataires du manifeste des Seize (qui, paraît-il, n'étaient que quinze).

Et, cependant, il n'avait pas lu le plus beau (?) morceau de la collection.

Dans une publication, dont le véritable titre pourrait être *Plus loin que les remords*, un de ces phénomènes qui prônent la guerre du Droit en 1914, un de ceux qui prônent cette guerre avec d'autant plus de virulence qu'il était naïf de pays neutre et, en conséquence, incapable de servir dans la glorieuse armée de la civilisation, un de ces pauvres types qui furent les premières ruines causées par la boucherie, écrit un article dans lequel il tente d'expliquer que le véritable devoir des révolutionnaires en 1914 était de se dresser contre l'impérialisme allemand.

Le vrai devoir, écrit-il !

Nous pourrions ne pas relever cette incongruité et laisser dans leur caveau mensuel se putréfier définitivement les cadavres d'hommes que, durant leur vivant, nous avons beaucoup aimés. Nous pourrions passer sous silence les manifestations scripturales de ces morts qui s'acharnent à vouloir être quand même des vivants.

« Devant la mort, on se tait », disait un dramaturge célèbre.

Mais nous ne sommes pas de ceux qui nous prosternons devant les tombeaux. Et puis, que ces momies veulent, malgré tout, faire parler d'elles, puisqu'elles tentent d'embellir leur mort et de faire croire en leur survie, nous réitérons avec Zola : « Il est des morts qu'il faut qu'on tue ! »

Qu'il faut qu'on tue d'autant plus impitoyablement que le souvenir de ce qu'ils furent avant 1914 laisse croire à de non-avertis qu'ils incarnent toujours cet idéal anarchiste-révolutionnaire qu'ils savent si bien envoyer à la mort en même temps que les milliers de combattants de la justice.

Quand l'aoud sanglant inaugura son cycle, le neutre-patriote s'en alla en Hollande. Là, il rencontra divers camarades qui s'étonnèrent, mieux, s'indignèrent de l'attitude prise par les Grève, les Malato et tutti quanti.

« Comment, lui dirent-ils, vous n'avez pas cessé, dans vos « Temps Nouveaux » et dans diverses publications éditées par votre groupe, de nous répéter que le patriotisme était une duperie avec laquelle on faisait marcher les pauvres mias pour le plus grand profit de la finance internationale ; vous n'avez pas eu de cesse de nous démontrer que — quel que soit le motif — une guerre en régime capitaliste n'était que le paroxysme de la lutte sourde et implacable que se livrent depuis de longues années les trusts industriels et financiers ; vous n'avez pas eu de mots assez violents, de condamnation assez péremptoire, de révolte assez vigoureuse contre la guerre et la folie des armements qui prélauda à la boucherie ; vous avez, des années durant, dénoncé les préparatifs faits des deux côtés de la frontière pour amener le conflit, et voici que ce conflit prévu et dénoncé par vous arrivant, vous prenez parti pour l'un des deux ennemis qui (vous le savez, car vous l'avez dit vous-mêmes) est aussi responsable que l'autre de l'ignoble attentat contre la vie humaine ! Nous ne vous comprenons plus. »

Et, quoiqu'en dise l'ancien rapporteur du congrès antimilitariste de 1907, ce fut sous les invectives méritées qu'il dut reprendre le bateau pour la France.

Car ses compatriotes étaient des neutres qui, lorsqu'ils prenaient parti, le faisaient toujours contre la guerre, contre le massacre d'individus au nom de quelque entité que ce fût.

Et c'est, en somme, la même chose que lui disaient ses camarades hollandais que nous pourrions lui répéter.

La guerre vit sombrer plus d'une intelligence — mais il en fut qui surent se ressaisir. — Il en fut qui, devant l'immensité du carnage, devant l'ampleur des ruines, des deuils et des misères, face à la cupidité de ceux qui synthétisaient « le Droit, la Justice et la Civilisation », devant le néant de la « victoire », placés devant ce monstrueux traité de Versailles, surent reconnaître leur erreur et firent, publiquement, leur mea culpa. Il en fut, de Pierrot, de Cornelissen, qui prirent la détermination de dénoncer l'hypocrisie horifiante de la guerre dernière et de mettre tout en œuvre pour que pareil fait ne se reproduisit pas.

Ceux-là s'étaient trompés lourdement, longuement — trop lourdement, trop longuement, peut-être — mais ils surent mesurer toute l'étendue des conséquences de leur erreur et ils mirent, dès que leurs yeux furent dessillés, toute leur ardeur, toute la force de leur conviction à

faire connaître leur erreur aux autres à seule fin que ceux-ci ouvrent aussi leurs yeux.

Il en est d'autres, qui occupèrent un rang primordial dans le mouvement ouvrier, qui ne voulurent pas reconnaître leur erreur, qui, par pur amour-propre ne voulaient pas dire : « Je me suis trompé » et qui continuèrent bêtement, stupidement à soutenir une attitude dont ils savent, en eux-mêmes qu'elle fut une attitude de dupes.

Et ceux-là, têtus comme des ânes, disent encore : « Si c'était à refaire, nous le ferions. »

Parmi tant de choses néfastes, les bolchevistes ont accompli une bonne œuvre : la publication des traités secrets.

Nous savons maintenant pourquoi les « poilus » se battaient : pour assouvir les besoins impérialistes de la France, de la Russie, de l'Angleterre, de l'Italie, de la Serbie.

Nous avons un document irréfutable de cette cupidité expansionniste : le traité de Versailles, plus le compte rendu des discussions du fameux Comité des Quatre.

Et quand on sait que c'est pour ça que sont morts quinze millions de pauvres diables, que plusieurs millions d'autres sont amputés, que des régions entières furent ravagées, on ne peut s'empêcher de se dire que celui qui souscrit encore à pareille œuvre ne peut être qu'un misérable ou un fou.

Le vrai devoir des révolutionnaires en temps de guerre est d'être irréductiblement contre le massacre, le vrai devoir c'est non seulement de se refuser à la guerre, mais de faire une propagande intensive pour que le plus grand nombre possible s'y refuse, c'est de faire tout son possible pour qu'en face de la guerre, le peuple des sacrifices oppose la grève générale, l'insurrection et tous autres moyens en son pouvoir.

Ceux qui disent le contraire sont peut-être des vivants parmi les bipèdes, mais ce sont des morts parmi les anarchistes révolutionnaires.

Pour eux nous n'avons nulle invective, nous ne porterons aucun jugement véhément sur eux. Il faut laisser les cadavres se putréfier.

LOUIS LOREAL.

## Nos Conférences et nos Fêtes

Le groupe anarchiste communiste de la rive gauche invite les lecteurs de « Libertaire » aux réunions suivantes :

**Samedi 29 Septembre**

à 21 heures, au n° 6, rue Lanneau (derrière la rue des Ecoles), métro : Saint-Michel.

GOUGUETTE FRATERNELLE

avec les concours de Coladant, Muadès, Faurier, Lemellour, Chanvin, Loreal.

Amis, camarades, venez tous à cette soirée fraternelle.

**Samedi 6 Octobre**

à 21 heures, au n° 6, rue Lanneau :

GRANDE CONFERENCE

sur le syndicalisme et l'Etat, par G. Vyetot, ancien secrétaire de la C.G.T.

P.S. — Nous attirons l'attention particulière des camarades sur cette conférence qui promet d'être des plus intéressantes.

**Samedi 13 Octobre**

à 21 heures, 163, boulevard de l'Hôpital (Métro Italie)

CONFERENCE

par Daudé Bancel, sur la coopération.

## La Grève du Textile

La région industrielle du Nord est à nouveau en effervescence. Plusieurs milliers d'ouvriers et ouvrières sont sortis des usines pour arracher à leurs exploiters 0 fr. 50 d'augmentation.

Quelle sera l'issue de la bataille qui vient de s'engager ?

Les « gars du Nord » ont en face d'eux un patronat particulièrement combatif, groupé dans le consortium dirigé par Ley, un des industriels les plus intransigeants de la contrée.

Le consortium a décidé de venir en aide, au moyen de la caisse instituée spécialement à cet effet, aux entreprises touchées par le mouvement. Donc, de ce côté, l'unité est réalisée pour opposer le maximum de résistance.

Hélas ! il n'en est pas de même, tant s'en faut, chez les ouvriers du textile. Leurs syndicats, adhérents à différentes centrales, ne se sont pas mis d'accord sur la tactique à employer pour faire aboutir leurs revendications. Des incidents regrettables, et de nature à porter préjudice au mouvement engagé, se sont déjà produits entre camarades de différentes tendances. L'heure n'est pas venue d'examiner ici les responsabilités, qui peuvent être grosses de conséquences encourues par les uns et les autres.

Faisons, une fois de plus, l'heure constatation que, par la faute des chefs, des ouvriers qui auraient dû, dans une circonstance aussi grave, réaliser l'unité, sont divisés devant un patronat unifié et appuyé par toutes les forces de coercition de l'Etat bourgeois.

Puisse nos camarades ne pas être les victimes de la querelle des manitous confédéraux, puissent-ils se ressaisir à temps pour éviter une défaite qui aurait des répercussions sur la classe ouvrière toute entière ! Toujours aux côtés de ceux qui luttent contre le patronat spoliateur, les anarchistes saluent leurs frères de misère engagés dans la bataille en espérant les voir triompher dans la formidable lutte qu'ils ont engagée contre leurs exploiters.

## PROPOS d'un PARIA

Après tant d'autres, Marcel Cachin nous indique dans l'Humanité quelle est la « Vérité sur la Russie ». Il faut croire que tous les pèlerins qui se sont succédés sans interruption n'ont rapporté jusqu'à ce jour que des bribes de vérités mélangées à pas mal d'erreurs, le tout assaisonné de fleurs de rhétorique chères aux littérateurs, même soi-disant prolétaires, pour que le parti des masses ait jugé utile de confier à la plume autorisée du « cosaque honoraire » Cachin le soin de mettre les choses au point.

Je ne sais pas si les masses profondes, ouvrières et paysannes, seront sensibles à l'honneur qui leur échoit. Mais tout ce que je puis dire des révélations du camarade député, c'est qu'elles ne nous révèlent rien du tout. Elles ne font, au contraire, que confirmer de façon éclatante tout ce que nos camarades nous ont appris sur la situation actuelle du peuple russe soumis, comme tous les autres peuples à l'exploitation d'un capitalisme, tantôt d'Etat, tantôt privé, mais également rapace, et à l'arbitraire d'un gouvernement soutenu par une police à laquelle celle du corsico Chiappe, n'a, il est vrai, rien à envier.

Laissons de côté, si vous le voulez, l'armée et la marine rouge, qui ne sont, suivant Cachin, qu'une toute petite armée et une toute petite marine de rien du tout, munies de moyens archaïques (voilà ce qui ne fera pas plaisir à P. V. C.), et voyons pour les salaires :

« Les salaires des ouvriers et des ouvrières russes sont encore très variés, trop variés et trop inégaux à leurs propres yeux ; ils s'efforcent de remédier à ce qui leur apparaît à eux-mêmes comme un phénomène transitoire imposé par les conditions de leur éducation socialiste. Entre le salaire du manoeuvre et celui de l'ouvrier qualifié, il y a de grandes différences. Mais le manoeuvre le plus mal payé aujourd'hui est déjà beaucoup mieux traité que du temps du tsarisme. Quant à l'ouvrier et à l'ouvrière qualifiés, il n'y a pas, honnêtement, de comparaison possible. Il est de nombreuses ouvrières, de nombreux ouvriers déjà mieux payés que leurs camarades français ; ils reçoivent un salaire en argent supérieur à celui qui est donné ici par le patron. »

Après dix ans de dictature socialiste, voilà qui n'est pas mal.

Certes, nous ne sommes pas assez stupides pour penser qu'une transformation radicale peut s'opérer d'un jour à l'autre, mais nous sommes bien forcés de constater que le bolchevisme, non seulement n'a pas rempli ses engagements, mais que c'est lui, au contraire, qui est le grand responsable de la situation pénible dans laquelle est plongée la prolétariat russe.

Et si les révolutionnaires anti-tsaristes ne réagissent pas, nous verrons, ce qu'il adviendra, lorsque dix autres années se seront écoulées, de la république de « la démocratie vraie » !...

P. M.

Agents ! Braves gens...

L'autre midi, avenue Jean-Jaurès, face aux abattoirs de la Villette, sur un banc, une vieille femme, d'aspect misérable, est affalée, tout un côté du visage et le nez tuméfiés. Vrognerie ? Accident ?...

Les passants, défilent, sans s'arrêter, indifférents. L'un d'eux, pourtant, s'approche, s'enquiert de l'état de la blessée, cherche du regard un moyen de secours quelconque. Sur le trottoir d'en face deux agents de service font les cent pas. Il les avise de l'état de gravité de la blessée et leur suggère de réquisitionner un taxi pour la conduire à l'hôpital.

— Ah ! fait l'un d'eux. La vieille, là-bas, sur le banc. Elle a un « coquart » !... Elle est là depuis huit heures ce matin. Elle n'a pas l'air d'y être mal.

Et tous deux de faire demi-tour en rigolant. En notre bonne ville de Paris, les lacs servent à tout autre chose, sous le règne de Chiappe, qu'à protéger ou secourir les citoyens. Sans doute, dans les plus uniques spécialités que dans le passage à l'abais et la répression sauvage des manifestations.

Que la pauvre vieille s'estime donc heureuse d'avoir dû à leur mansuétude de « notre point brutalisé » — eux en guise de traitement.

## Pour que vive le Libertaire

Souscriptions reçues du 11 au 24 septembre 1928 :

Amis du Libertaire : Adolphe Bridoux, 2 ; Tallet, 6 ; Muguel, 6 ; Lemaire, 10 ; A. Faurier, 10 ; Chagot, 10 ; Jacquet, 5 ; les Amis de Saint-Denis, 11 ; Morel, 2 ; Garnier, 5 ; Anonyme, 3 ; A. Faurier, 10 ; Fontan Joseph, 5 ; Barcelone, 10 ; Marguerite Mathieu, 5 ; Collin Raoul, 5 ; Jean Vasquez, 5 ; Mort à tout régime autoritaire, 10 ; Bourgeois (X.), 10 ; A. Chapeland, 10 ; Frémont René, 5 ; Faurier A., 5 ; Richaumont Paul, 2 ; Jacquet, 5 ; total : 157.

Groupe de Lille, 10 ; Delorme, 5 ; Noëlle Besse, 5 ; Leclair Léon, 4 ; André Troncosso, 6 ; Boudet, 10 ; Astruc Gustin, 2 ; Ichter Léopold, 2 ; Chamans, 4 ; Un chapeau du 12<sup>e</sup>, 20 ; Fili, 5 ; Tatin, 10 ; Benoit, 10 ; Tatin, 3 ; E. Pasquet, 2 ; Van Hecke, 4 ; Peyrissat, 4 ; Cinq copains de Bize : Vinouze, Raynaud, Fil Emile, Diaz Victor, total : 25 ; Colanges, 5 ; Simeon, 3 ; Abel Louis, 2 ; Debière Jérôme, 3 ; Sobrino, 5 ; Rivière, 4 ; Perrin-Jacquet, 6 ; Marie et René, 5 ; Bénédicte tombola du 24 juin (2<sup>e</sup> versement), 150 ; Liset, 5 ; J., 5 ; Fontaine, 4 ; Toto (remis par Muadès), 10 fr.

Total pour cette liste : 498 fr.

Plus que jamais notre mouvement a besoin d'un organe vivant et combatif paraissant régulièrement. Que tous nos amis qui veulent employer leurs efforts en ce sens fassent connaître notre journal et lui recueillent des souscriptions. Demander des listes et envoyer les fonds à N. Faurier, chèque postal : Paris 1165-55, 72, rue des Prairies (20<sup>e</sup>).

## RÉPONSE AU PLAN Z

Il est facile de comprendre le but du gouvernement en laissant publier dans la *Revue des Vivants* de septembre 1928 un article intitulé : « La prochaine guerre », qui envisage l'éventualité d'une émeute à Paris et les moyens que compte prendre l'autorité pour la réprimer. Faisant appel depuis quelque temps à des mesures de répression qui violent sa propre légalité, la III<sup>e</sup> République a besoin, pour légitimer ces mesures, d'agiter aux yeux d'une bourgeoisie apeurée le spectre de l'émeute, afin de faire taire les timides protestations que pourraient faire entendre une vague ligue, dont le but autrefois était de défendre les droits de l'homme et du citoyen. Pourtant, cette réserve faite, il convient tout de même de lire cet article avec attention et de profiter des enseignements qu'il peut comporter. Nous apprenons là-dedans qu'en juin dernier s'assemblait, sous la présidence d'un maréchal, un conseil qui envisageait les mesures de défense à prendre en cas d'émeute à Paris.

Le préfet de police y assistait, et c'est au cours de ce conseil que des divergences de vue se manifestèrent entre l'état-major de l'armée et le général Gouraud que soutenait M. Chiappe, préfet de police.

Continuant la tradition de Thiers, le sinistre petit bonhomme qui assassina 30.000 ouvriers parisiens en 1871, l'état-major de l'armée est partisan d'abandonner Paris aux révolutionnaires, de former en hâte une armée à Versailles avec des forces venues de garnisons de province et à reconquérir Paris.

Le général Gouraud et Chiappe, par contre, sont partisans de former dans Paris et dans la banlieue des îlots de résistance sur des points convenablement choisis, garnis de l'homme et du citoyen. Ces îlots de résistance étant reliés par des auto-mitrailleuses, des tanks, des cyclistes, etc.

Il ne nous convient pas de choisir ici pour l'un ou l'autre de ces systèmes, ce qui nous importe, c'est de savoir au jour d'une insurrection, répondre à celui qui aura choisi le gouvernement et de savoir en être vainqueur, quel qu'il soit.

Je comprends très bien la faveur des militaires pour le plan de Thiers, qui consisterait à noyer, dans le sang des ouvriers parisiens, une émeute naissante. Seulement, ces messieurs oublient une chose : la province n'ignorerait pas aujourd'hui une insurrection parisienne, comme elle le fit en 1871. En effet, si la bourgeoisie a maintenant à son service toutes les inventions que la science a mis à sa disposition, il faut se souvenir

d'une chose, que la science est neutre et qu'elle saura nous servir, autant que nous desservir. C'est actuellement la T. S. F. qui ferait savoir aux organisations de province possédant un appareil de réception toutes les phases d'un mouvement quelconque et ce sont ces organisations qui devraient en se basant sur ces données agir dans tel ou tel sens ; et combattre du dehors de Paris les troupes destinées à abattre l'insurrection parisienne. A la nouvelle d'ailleurs d'un mouvement à Paris, il est probable que toutes les grandes villes de France seraient le théâtre de mouvements semblables moins développés qui nécessiteraient de la part du Gouvernement un certain personnel de répression qui, de ce fait, ferait défaut pour réprimer le mouvement parisien ; de plus, les organisations d'usine syndicales auraient à paralyser la marche normale de certaines fabrications, et je n'ai pas à énumérer ici les avantages que rendraient au mouvement insurrectionnel naissant la Fédération des services publics qui a la direction dans les villes des services de la voirie, des eaux, du gaz et de l'électricité.

Tout le succès des insurrections dépend de la rapidité avec laquelle elles se développent, un mouvement qui va lentement, qui tergiverse, qui manque d'unité d'action et de but est sûr d'être abattu ; ce qu'il faut au contraire c'est avant de le déclencher d'avoir des buts précis, des actions déterminées, et de suivre méthodiquement le cours des événements. Ce n'est pas dans un article de journal que l'on développe les actes envisagés pour déclencher ou défendre un mouvement insurrectionnel quelconque, seulement l'article de la « Revue des Vivants » doit nous faire souvenir que la Révolution est une chose qui peut se produire brusquement, que demain peut-être, un événement en apparence insignifiant la déclenche et que si nous ne sommes pas prêts nous paierons cher notre imprévoyance ; la bourgeoisie elle, ne se leurre pas ; elle voit rôder autour de ses privilèges les faces amaigries des pauvres diables et de peur qu'un jour, leur nombre croissant, ils ne s'assemblent pour en faire l'assaut elle donne l'ordre à ses laquais, policiers et maréchaux de prendre les mesures nécessaires à sa défense ; à nous d'en faire autant de notre côté, et d'être assez intelligents pour ne nous lancer à leur conquête que lorsque nous aurons en main les atouts de la réussite, laquelle ne dépend, aujourd'hui, que de notre entente et demain de notre courage révolutionnaire.

RENE GHISLAIN.

## Ménagères à vos poches...

C'est le moment des grandes manœuvres : aériennes autour de Paris, de toutes armes en Rhénanie ; on inaugure avec force discours, bourrés de mots de circonstance, le monument du « grand patriote » (avec la peau des autres) Maurice Barrès. Aussi nos ministres ont-ils la tête retournée par le vocabulaire militaire. C'est la raison pour laquelle une de nos gazettes, inspirée sans doute par un de ses amis ministre « pacifiste », nous annonce, en termes à faire frémir, que le Gouvernement va déclencher une « contre offensive » à l'« offensive » de la vie chère.

Diabla que va-t-il se passer ? Allons-nous assister à un spectacle sans précédent ? Ne nous annonce-t-on pas que MM. Sarraut, Barthou et Queuille, appuyés en dernière heure par le Chéron de célèbre mémoire, ont passé leurs vacances (les pères) à mettre au point un véritable plan de campagne contre les mercantis. Ne dit-on pas également, mais en catimini, que Foch lui-même aurait mis la dernière main à ce plan de grande envergure.

Si ces nouvelles sont exactes... et rien ne laisse supposer qu'elles soient fausses, réjouissons-nous ménagères qui tenez l'anse du panier. Les troupes de choc vont bientôt entrer en action. Un de ces prochains matins d'automne... ou d'hiver, ensoleillé comme il convient pour ce genre d'opérations (le soleil d'Austerlitz !) les Parisiens auront l'agréable surprise de voir leur « sympathique » préfet Chiappe, revêtu pour la circonstance de l'uniforme de son illustre ancêtre Napoléon, traverser le Pont au Change à la tête de ses troupes.

Suivi de ses onze mille policiers, de la gendarmerie mobile, de la Garde Républicaine, de son poste de T. S. F. ambulante destiné à le tenir en relations avec les nombreuses troupes de cavalerie placées en réserve dans la banlieue immédiate, il ira, nouveau foudre de guerre..., présenter ses respectueux hommages à Messieurs les présidents des différentes Chambres syndicales de l'Alimentation qui tiennent leurs assises autour de la Chambre de Commerce. Voilà pour les mercantis. Puis le dimanche suivant, ayant abandonné l'uniforme de gala, il accourra, suivi de son état-major et de ses nombreuses troupes, dans un quelconque faubourg, pour diriger en personne, les opérations destinées à interdire et à noyer dans le sang, s'il le faut, une manifestation d'ouvriers parisiens contre la cherté de la vie. Ne vous récriez pas ! Voilà, en définitive, à quoi peuvent servir tous les plans gouvernementaux. Quoi ! les responsables de la vie chère ne sont-ils pas dans les faubourgs ? Ne sont-ils pas ces « cochons » d'ouvriers, parqués comme du bétail dans leurs taudis, qui sont la cause de tout le mal. N'est-ce pas cette « canaille » toujours prête à se mettre en grève, jamais satisfaite de son sort, réclamant toujours des augmentations de salaire, qui est la cause directe du renchérissement du coût de la vie. Voilà le langage que tiennent en haut lieu ceux qui reviennent de Deauville, où ils ont laissé sur le tapis vert la bagatelle de quelques centaines de milliers de francs si ce n'est quelques millions comme le « fou » Citroën.

Et quand nous savons que ces mêmes

personnages : banquiers, capitaines d'industries, barons du négoce, tiennent en leurs mains les rognons de l'Etat, comment pourrions-nous prendre au sérieux toutes les déclarations plus ou moins ministérielles reproduites à grand renfort de publicité par une presse à tout faire et toujours dévouée aux intérêts de ceux qui la payent.

Et puis faisons une supposition : Qu'un gouvernement, quel qu'il soit, s'avise donc un jour d'entrer en lutte d'une façon sérieuse contre les mercantis, intermédiaires de tout acabit qui sont la cause directe de la vie chère. Que se passerait-il ? Il faudrait se dresser contre lui toutes les Associations, tous les syndicats de marchands, gros ou petits (et ils sont légion) qui sont présentement les maîtres du marché. Ces associations qui, soit dit en passant, donnent aux ouvriers une merveilleuse leçon d'organisation, représentent dans le pays une force tellement grande qu'aucun gouvernement, en eût-il le désir sincère, ne s'aviserait de toucher aux privilèges du commerce, véritable plaie sociale qui ne disparaîtra qu'avec le régime lui-même.

Et quand nous disons plaie sociale, nous n'exagérons rien, il suffit de constater le nombre effrayant d'intermédiaires et surtout leur appât au gain, pour se rendre compte du lourd tribut que paie le consommateur.

Du haut en bas de la gent négociante, c'est à qui « volera » (le mot n'est pas trop fort) avec le plus de cynisme, le malheureux qui tombe sous sa coupe : tromperie sur la qualité de la marchandise, truquage de la balance, poids exagéré de papier servant à envelopper les denrées, tous les moyens sont bons et surtout les pires à tout boutiquier soucieux de la prospérité de son fonds de commerce.

Quant aux bénéfices, c'est aujourd'hui le système de la « culbute » généralisée, c'est-à-dire vendre le double du prix d'achat. Aussi ce n'est pas ici que nous prendrons la défense du « petit commerçant », celui-ci ne le cédant en rien au gros quant à la rapacité. Nous laissons à d'autres, pour les besoins de leur sale cuisine électorale, le soin de s'ériger en défenseur du « petit commerce ». Mais, revenons aux consommateurs. Que disent-ils, dans leur grande majorité, devant l'« offensive » (pour employer le terme officiel), de la vie chère. Peu de chose, tout au moins à notre connaissance. Ils se délectent à la lecture des communiqués gouvernementaux annonçant que des mesures énergiques, etc., vont être prises.

Et cependant, l'hiver si dur aux pauvres gens approche. Demain le charbon sera trop cher pour la bourse des malheureux, on l'achètera avec parcimonie, et cependant le vent soufflera glacial à travers les planches disjointes de l'humide demeure de l'ouvrier perdu dans quelque lotissement bourgeois ; le lait manquera pour les tout-petits. Procurez-ouvrier des faubourgs, sois bien sage, écoute les conseils de ton gouvernement qui va faire baisser le prix de la vie... et serre ta ceinture d'un nouveau cran. Car, vois-tu, tant que tu ne seras pas capable, en te groupant avec tes frères de misère, de prendre en mains tes propres destinées, tant que tu croiras aux bobards gouvernementaux et aux promesses des politiciens en mal d'arrivisme, tu resteras l'éternelle victime de la crédulité.

R. BOUCHER.



## TRIBUNE LIBRE

## L'Ancien et le Nouveau dans l'Anarchisme

(Suite et fin.)

## Réponse au Camarade Malatesta

Au début de son article, le camarade a l'air de saluer l'idée de la création d'une vaste organisation anarchiste incorporant une série d'organisations locales ; mais, en repudiant catégoriquement la responsabilité collective (de l'organisation) il rend impossible la réalisation d'une telle organisation.

Or, une vaste organisation générale anarchiste est possible s'il existe un credo commun théorique et un plan commun d'organisation, s'il existe une plate-forme sur laquelle se rencontrent de nombreux pionniers de l'anarchisme, plate-forme qu'ils acceptent et qui, parce qu'ils l'acceptent, devient obligatoire pour tous ceux qui l'ont acceptée. Celui qui ne reconnaît pas comme obligatoire pour lui la plate-forme toute entière, ne deviendra pas, ne voudra pas lui-même devenir membre de l'Union générale. Ne voudront être membres de l'Union générale que ceux qui auront jugé la plate-forme (ou le programme) de l'Union non seulement acceptable pour eux, mais obligatoire pour eux toutes les thèses de cette plate-forme, dès le moment où ils deviennent membres de l'Union. De cette façon, l'organisation générale anarchiste serait l'union des anarchistes qui pensent de la même manière, dont chacun tient la ligne de conduite idéologique, politique et de tactique propre à l'Union. Il ne peut pas avoir une autre ligne de conduite, parce que toute autre ligne de conduite serait en désaccord avec ses principes idéologiques et de pratique ; principes qui sont en même temps ceux de l'Union générale.

Par conséquent, l'activité pratique d'un membre de l'Union se trouve naturellement en pleine harmonie avec l'activité de l'Union entière, et, inversement, l'activité de l'Union entière ne saurait être en contradiction avec la conscience et l'activité d'aucun de ses membres étant donné qu'il a accepté le programme sur lequel est basée l'Union. Et c'est cela même qui s'appelle le principe de la responsabilité collective.

L'Union entière est responsable de l'activité de chaque membre sachant que chacun de ses membres ne saurait faire son travail politique et révolutionnaire que dans l'esprit politique de l'Union. De même, chaque membre de l'Union est pleinement responsable de l'activité de l'Union entière, puisque cette activité ne saurait être inconnue de ses membres ; elle est la réalisation du travail idéologique et politique désigné par la conception de tous ses membres.

De sorte que la responsabilité de l'organisation et la discipline ne veulent nullement dire : autoritarisme, comme l'affirme d'une façon erronée le camarade Malatesta ; elles sont l'expression d'une compréhension sérieuse du travail, envisageant la responsabilité et la limitation de soi au nom du but commun de la révolution et de l'anarchisme.

Il va de soi qu'en faisant appel aux anarchistes de s'organiser sur le terrain d'un programme défini nous n'enlevons pas par cela aux anarchistes à leur manière. Cependant nous sommes persuadés que dès que les anarchistes auront créé une organisation d'importance universelle, aussitôt seront révélés le creux et la vanité des soi-disant organisations « libres », où chacun professe son idéologie à lui et réalise sa propre tactique.

Dans le mouvement anarchiste russe il y a eu une expérience de création d'une organisation ayant une portée générale pour les anarchistes. C'est la Confédération générale en Ukraine « Le Tocsin » (Nabat) ayant existé de 1918 à 1920 et ayant attiré à elle, par son caractère général, les sympathies dans les milieux anarchistes et dans les larges masses ouvrières. Un des fondateurs et pionniers fidèles de cette Confédération en donne la définition suivante : « Sous rapport d'organisation, le « Nabat » était un parti édifié sur le principe du centralisme fédéraliste, avec un réseau indivisible d'organisations liées fédérativement entre elles ; ces organisations, mutuellement responsables et bien disciplinées, considéraient comme obligatoires pour elles et cherchaient à réaliser dans la vie les résolutions des congrès généraux même, acceptées par la majorité des voix. Les points sur lesquels nous nous étions mis d'accord, que nous avons choisis comme base pour notre travail commun, étaient uniformes et obligatoires pour tous les membres de la Confédération. Obligatoires au point que le secrétaire avait le droit, par rapport à chaque organisation donnée dont la conduite divergeait sérieusement de la ligne de conduite générale, de prendre, dans les intervalles entre les congrès, une série de mesures telles qu'écartier de lui et de tout le mouvement toute responsabilité pour les agissements de l'organisation en question, jusqu'au congrès suivant de la Confédération où cette question pouvait être définitivement réglée.

« Diéto Trouda »

« L'Œuvre du Travail », n° 32

Ce n'est qu'en adoptant le principe de la responsabilité collective et de la méthode collective d'agir qui en découle qu'une vaste organisation anarchiste devient possible, organisation capable de déployer une activité révolutionnaire et politique ayant un esprit de suite, libre de contradictions grossières, dans les masses ouvrières. Otez à cette organisation le principe de la responsabilité collective et elle perdra immédiatement la conscience de son unité idéologique et d'organisation et se transformera en un rassemblement d'individus et de menus groupes dont chacun aura sa propre ligne de conduite idéologique et de tactique et apportera chaos et confusion dans les consciences des larges masses de travailleurs.

Le camarade Malatesta répudie l'organi-

sation anarchiste basée sur la responsabilité collective et la méthode collective d'agir, et défend l'ancienne forme d'organisation des groupes.

« Dans une organisation anarchiste, dit-il, chaque membre peut professer toutes les opinions et employer toutes les tactiques qui ne sont pas en contradiction avec les principes acceptés et ne nuisent pas à l'activité des autres. En tous les cas, une organisation donnée dure aussi longtemps que les raisons d'union sont plus fortes que les raisons de dissolution ; dans le cas contraire, elle se dissout et laisse place à d'autres groupements plus homogènes. »

Mais c'est pour en avoir fait l'amère expérience que nous savons dans quelle situation presque sans issue s'est trouvé le mouvement anarchiste de différents pays précisément grâce à cette forme confuse et cette composition hétérogène de l'organisation. Notre mouvement s'est effétié infiniment, a perdu sa principale ligne déterminante de lutte pratique et s'est enlisé dans la vase dont il ne saura sortir qu'à l'aide d'efforts collectifs extraordinaires.

Le principe de responsabilité dans le mouvement est compris par le camarade Malatesta dans le sens de conscience intérieure, dans le sens d'une responsabilité morale des individus et des groupes. C'est pourquoi, quant aux congrès anarchistes et leurs résolutions, il leur octroie le rôle d'une sorte d'entretiens entre amis émettant des vœux platoniques.

Cette façon traditionnelle de se représenter le rôle des congrès anarchistes ne supporte pas la moindre critique dans la vie. Quelle est la valeur d'un congrès qui ne fait qu'émettre les « opinions », et qui ne se charge pas de les réaliser dans la vie ? Aucune. Et l'on ne peut que se réjouir, par exemple, du fait que les anarchistes français aient résolument rejeté cette idée fautive du rôle des congrès anarchistes aujourd'hui, et qu'ils reconnaissent comme obligatoires les résolutions des congrès.

Dans un vaste mouvement, la responsabilité morale, sans la responsabilité d'organisation, perd toute sa valeur. Car chaque membre d'une collectivité anarchiste ne peut prendre sa responsabilité morale que sous forme de responsabilité devant la collectivité, donc sous forme de responsabilité d'organisation.

Vient la question de la majorité et de la minorité. Nous pensons que toute discussion à ce sujet est superflue. Dans la pratique du mouvement anarchiste, cette question est résolue depuis longtemps. Toujours et partout, chez nous, des problèmes pratiques sont résolus d'après la majorité des voix. Et c'est tout à fait compréhensible, car il n'existe pas d'autre moyen de résoudre les problèmes dans les organisations actives.

Pour conclure, à la fin de son article, le camarade Malatesta émet cette pensée que les succès des bolcheviks dans leur pays ne laissent pas dormir tranquilles les camarades russes ayant édité la Plate-forme. Nous supposons qu'avant de lire le présent article, le camarade Malatesta aura déjà lu l'enquête sur les problèmes du programme anarchiste éditée par l'organisation russe.

Et il aura vu, dans cette enquête, que les raisons d'agir et le sentiment intime des auteurs de la Plate-forme sont considérablement plus graves et plus profonds qu'il ne lui paraissent et qu'ils méritent d'être médités et traités avec plus d'attention. L'erreur du camarade Malatesta réside dans le fait qu'il n'a pas escompté cette circonstance extrêmement importante, que la Plate-forme d'organisation est le produit, non seulement de la Grande Révolution Russe, mais aussi le produit du mouvement révolutionnaire. Or, il est impossible de ne pas escompter cette circonstance, en cherchant à résoudre le problème de l'organisation anarchiste, d'essayer de se baser sur elle. Quelle place occupait l'anarchisme, dans le grand bouleversement social de 1917 en Russie ? Quelle était l'attitude des masses soulevées envers l'anarchisme et les anarchistes ? Qu'appréciaient ces masses dans l'anarchisme ? Pourquoi le mouvement anarchiste a-t-il subi un échec, lors de cette révolution ? Quelles leçons la Révolution russe a-t-elle données aux anarchistes ? Toutes ces questions, et bien d'autres encore, doivent inévitablement surgir devant tout anarchiste qui travaille à résoudre les problèmes de principe et de tactique du mouvement anarchiste. Le camarade Malatesta ne s'arrête pas à ces questions.

Le problème actuel d'organisation, il l'a abordé en dogmatique abstrait. Et c'est particulièrement incompréhensible, pour nous qui avons été habitués à voir en Malatesta non un théoricien, mais un militant de l'anarchisme, dans la vie. Il examine en quelle mesure telles ou telles thèses de la Plate-forme sont d'accord avec les traditionnels points de vue anarchistes concernant l'organisation, et il réfute ces thèses, trouvant qu'elles contredisent les vieilles conceptions de l'organisation de certains anarchistes.

Il ne lui vient même pas à l'idée que c'est précisément ces vieilles conceptions anarchistes de l'organisation qui pourraient se trouver erronées, et que c'est en vue de cela qu'est venue au monde la Plate-forme d'organisation.

D'où, chez le camarade Malatesta, une série d'erreurs, de malentendus et de contradictions que nous avons relevées plus haut.

Notons encore un grave oubli de la part du camarade Malatesta. Il faut lui faire un grand grief du fait qu'il ne s'arrête pas du tout sur les bases idéologiques de la Plate-forme, ni sur sa partie traitant la reconstruction. Car la Plate-forme contient non seulement une série de points de programme, mais aussi une série de points de méthode déterminée de résoudre le problème de l'organisation, après avoir ré-

futé la méthode de la réunion de tous les courants en un seul (la synthèse), ainsi que la méthode de l'anarcho-syndicalisme, comme ayant fait faillite. Comme l'unique voie possible et réalisable, la Plate-forme a projeté « la réunion des militants actifs de l'anarchisme sur le terrain d'un programme plus ou moins homogène ». Il est fallu que le camarade Malatesta s'arrête sur cette méthode et en donne son opinion d'une façon très précise. Et, cependant, il passe sous silence cette méthode, ainsi que toute la partie traitant la reconstruction. Pourtant ses conclusions s'appliquent à la Plate-forme dans son ensemble. Cela aussi avait été à son article un caractère d'instabilité et de contradictions.

L'anarchisme n'est pas appelé à s'attarder dans l'impasse de son passé, mais à le continuer, en combattant et en surmontant ses défauts. Le caractère particulier de la Plate-forme et de toute l'organisation de « l'Œuvre du Travail » (Diéto Trouda) réside précisément dans ce fait qu'elles sont étrangères aux dogmes morts, mais que bien au contraire, elles s'efforcent d'effectuer leur activité anarchiste partant des faits existants, de la réalité du moment. Notre Plate-forme, ainsi que le reste de notre activité pratique, c'est le premier essai de fusion de l'anarchisme avec la vie courante, et de la création d'une activité anarchiste sur cette base. Et c'est incontestablement un pas en avant pour tout notre mouvement. Car ce n'est qu'en marchant au pas avec la réalité du moment, en conformant l'activité avec les problèmes et les exigences de l'époque, que l'anarchisme s'arrachera des tenailles d'un dogme suranné et décomposant (le faux culte de l'individualité, etc.), et deviendra le mouvement vivifiant des masses.

P. ARCHINOV.

## EN PROVINCE

## LILLE

Nous portons à la connaissance des camarades anarchistes, amis et sympathisants que le siège du groupe d'études sociales se trouve tous les jours rue de Valenciennes, 142.

Réunion tous les samedis à 7 heures précises du soir. — Pour le groupe : Edouard Demulder.

## ORLEANS

## A propos de Makhno

Les « tovarich » du Travailleur n'ont pas encore digéré les arguments que, pendant la dernière période électorale les anarchistes leur ont administrés. Aussi profitent-ils de toutes les occasions pour épancher leur bile. Dans « Le Travailleur », un vague groupe « écopériste » qui n'a rien trouvé de mieux que de reprendre sur la foi d'une information qui, venant de Russie, et écrite en espéranto, n'avait ainsi une double qualité d'authenticité, les bourgeois habituels qu'ont répandues les bolcheviks sur notre camarade Makhno.

Le groupe d'Orléans avait offert, il y a plusieurs mois, un débat contradictoire sur le makhnovisme. Les bolcheviks n'ont pas répondu et préfèrent, comme Basile, calomnier.

Qu'attendent-ils pour reproduire dans leur canard, la fameuse photo que publia naguère l'« Humanité » et qui présentait l'agent de liaison de l'Armée rouge placé à côté de Makhno comme un agent de contre-révolution.

Qu'ils lisent donc les mémoires que publie Makhno et peut-être, sentiront-ils tout ce qu'il y a de bas à insulter un tel homme que du reste leurs colonnes n'atteignent pas.

## SAINT-ETIENNE

Solidarité. Voici la liste des dons reçus à ce jour, pour le Comité (Paris), 50 fr. ; Nevers, 5 fr. ; Saint-Etienne, 70 fr. Total général : 904-125-1.025 fr. Notre billet de mille est dépassé. Tant mieux ! Tout n'est pas détruit dans le monde anarchiste. J'ai remis aux camarades Bénédict-Buisson la somme de 900 fr. A cette occasion je viens de recevoir une lettre dont j'extrais les passages essentiels pour les camarades ayant versé leur obole :

« 26 août 1928.

« Mon cher Soulier, « Raphaël est venu me voir hier et m'a remis ton mot et les 900 francs y joint. « Votre geste m'a été très sensible ainsi qu'à Raphaël ; je te remercie infiniment et te prie de remercier en notre nom tous les camarades. Je suis très touchée de votre sympathie et la somme que vous m'envoyez me permettra de me soigner quelque temps de plus et m'aidera, espérons-le, sinon d'arriver à la guérison complète tout au moins à obtenir une stabilisation durable de mon état... « Ma santé est depuis quelques jours meilleure... « Enfin espérons que tout cela s'améliorera... « Ma plus est bien impuissante à exprimer à tous et à toutes ma gratitude et celle de Raphaël. Je te prie d'être notre interprète auprès de chaque camarade pour les remercier et leur dire que votre geste de solidarité nous a été extrêmement sensible. A tous et à toutes transmettons nos amitiés. »

Georgette.

Adresser toujours les fonds au camarade Eugène Soulier, 4, rue Georges-Dupré.

Amis du « Lib ». — Morel, 2 fr. ; Garnier, 5 fr. ; Anonyme, 3 fr. Total, 10 fr. Les camarades et sympathisants sont invités à adhérer à ce groupement ou plutôt à cette section du groupe.

Correspondant à l'U.A.C.R. — Eugène Soulier, rue Georges-Dupré. Pour les relations avec les autres groupes, prière d'employer la même adresse.

## TOULOUSE

## Sa majesté filé veut faire du zèle

Vendredi dernier comme les précédents, nous avions été vendre les « Lib. » à la rue. Et, comme nous nous trouvions vers dix heures du soir au carrefour Lafayette, un jeune filé se trouva indisposé par nos cris. Nous nous trouvions à ce moment-là séparés en deux groupes, le premier composé de trois personnes et derrière se trouvait un de nos camarades. Avec le courage qui est particulier à ceux de sa catégorie il s'en prit naturellement à notre camarade qui était seul et lui dit de crier moins fort, que les gens n'étaient pas sourds. Ce que voyant, le premier groupe revint en arrière et naturellement redoubla de cris. Le filé exaspéré, ne cessait de nous dire de nous taire. Un de nos camarades lui fit remarquer qu'avant l'autorisation de vendre, nous étions libres de crier le journal comme nous l'entendions. C'est à ce moment que se passa une scène des plus comiques, et qui fit mieux ressortir le ridicule de l'argousin. Un rassemblement assez imposant s'était formé, une deuxième mouche arriva, demandant ce qui se passait, et après avoir été avisé, se mit à engueuler de superbe façon son irascible collègue. Celui-ci répliquait de plus belle et ils s'engueulaient ainsi pendant une dizaine de minutes. Exaspéré, le deuxième filé prit son collègue par le bras et le conduisit à la permanence, suivit tous deux des rires frénétiques des passants.

Que nos deux mouchards trouvent ici l'expression de nos sincères remerciements, car ils nous permirent de vendre au delà de nos espérances.

Yvan Pau.

## LE JARDIN D'AUTRUI

## L'objection de conscience et la guerre hors la loi. Pacifisme, Révolution et presse anarchiste

La récente condamnation par le conseil de guerre de Montpellier du réfractaire René Abrial remet sur le plan de l'actualité la question de l'objection de conscience. Elle procure au Semeur l'occasion de reprendre sa courageuse campagne en faveur de cette revendication hautement morale et d'en situer clairement toute la portée.

Sans s'illusionner sur les conséquences immédiates de ces gestes généreux et sans prévoir que les peuples, stimulés par ces actes héroïques, se refuseront désormais à être leurs propres meurtriers, les protagonistes de l'objection de conscience estiment que celle-ci ouvre la porte à l'avenir :

Après de semblables procès, écrit le camarade A. Barbé, il n'est plus permis d'ignorer l'objection de conscience. Elle entre dans la vie sociale par des faits ; elle oblige les individus à prendre contact avec eux-mêmes, à évoquer leur responsabilité, car ces faits parlent plus haut que tous les discours, ils sont des discours en action.

Ajoutons qu'ils sont une action symbolique et que, comme exemple, ils renforcent en puissance une force considérable. Et c'est seulement comme tels, croyons-nous, qu'il convient d'utiliser leur valeur de propagande sans qu'il soit nécessaire d'aller, comme on l'a voulu un moment, jusqu'à faire campagne pour la légalisation de l'objection de conscience.

D'ailleurs, sans faire valoir les mille et un arguments qu'on pourrait avancer contre ce point de vue, il suffit d'indiquer que la légalisation de l'objection de conscience pourrait devenir, dans des circonstances déterminées, un acte habile de gouvernement pour détruire d'un coup tout le prestige que la cause de l'objection de conscience ne peut manquer d'acquiescer après des actes comme celui d'Abrial s'ils se renouvelaient même à une cadence assez peu accélérée. Voilà pour le côté moral de la campagne. De plus, au point de vue pratique, personne ne prendra au sérieux la garantie légale qu'apporte un texte de loi aux particuliers. Qu'en période normale un gouvernement respecte sa loi, il n'y manquera point s'il y trouve intérêt et tranquillité. Mais que surgissent des événements graves, des menaces de guerre ou la guerre elle-même, par exemple, et la légalité dont sera soi-disant protégée l'objection de conscience ne pesera pas lourd. C'est sans vergogne que sera violée cette légalité, et s'ils deviennent dangereux alors pour l'ordre gouvernemental, les objectifs de conscience auront tout fait d'aller réfléchir sur la paille humide des cachots à la réalité qu'il faut attribuer à la sécurité garantie par la loi.

Au reste, et dans le même numéro du Semeur Stephen Mac Say — le marque très finement à propos de la signature solennelle du pacte Kellogg, nous avons assez vu combien de traités précis qui mettaient hors la loi ou hors le recours certaines guerres ou certains actes ou procédés de guerre sont devenus lettre morte et chiffons de papier.

Nous regardons avec plus d'inquiétude que d'incrédulité, cette couverture à franges pacifistes dont on arrachera brutalement les parements, dont on déchirera, l'instant propice ou survenu, l'illusoire garantie. Cela s'accomplira.

« 26 août 1928.

Et personne, sérieusement, n'en doute. Pas même Lloyd George, vieux routier d'Etat, dont Stephen Mac Say rapporte ces réflexions lucides qui renforcent singulièrement son pessimisme par trop justifié :

« Les pactes ne servent de rien, déclare l'ex-premier anglais, si on ne traite pas du problème du désarmement. Le pacte Kellogg et traité de Locarno sont vains si les armements ne sont impitoyablement réduits. Il est en effet inutile de conclure des pactes tant que les nations perfectionnent les moyens de dévastation. Tout ou tard, cela ne manquera pas de finir par une catastrophe. Il est impossible de l'éviter. C'est l'histoire de tous les grands armements... »

Voilà, pour le moins, une opinion autorisée. Et ce qui est vrai en ce qui concerne la sincérité des impérialismes du monde entier, dont les représentants ont signé le pacte Kellogg après qu'ils fournissent la preuve de leur bonne foi par une course échevelée aux armements, est vrai également pour la sincérité des gouvernements en ce qui concerne l'objection de conscience. Dans tous les cas où sa sécurité l'exigera, sa signature et sa propre loi seront toujours pour un gouvernement de vils chiffons de papier.

Au reste, ce seul aspect du problème ne résout pas entièrement celui-ci et nous aurons sans doute par la suite, sans sous-estimer la valeur de l'objection de conscience, l'occasion d'essayer de démontrer qu'elle n'est pas tout le pacifisme, mais même que la limitation des armements n'est pas la paix, toute la paix.

La conclusion même de l'article de Stephen Mac Say, d'ailleurs, semble assez incliner vers notre thèse :

« Ce qu'il faut, ajoute-t-il, c'est la guerre — comme le privilège — hors les mœurs et hors les volontés. Tant que la guerre sera du nombre des calculs et des spéculations humaines d'une part, et de ses ignorances, de ses faiblesses pusillanimes ou de ses cruautés, d'autre part ; tant qu'une portion de l'humanité — appuyée sur les mitrailleuses du pouvoir et les placards du mensonge — pourra envisager qu'elle a intérêt, parfois, à faire la guerre avec la peau de l'autre, et tant que cette autre n'aura pas compris qu'elle a intérêt à l'en empêcher et que sa lâcheté déçoit son malheur, la guerre hors la loi ne sera pas la guerre hors les faits. Elle ne sera, comme tant de proscriptions légiférées, qu'une vaine écriture et une trompeuse assurance. Et à l'ombre de ces parchemins, les tyrans, les affaiblis et les néophages préparont les campagnes fratricides, pour eux du moins profitables... »

Et maudissant la guerre, ceux qu'elle tuera la feront ou la subiront... malgré l'objection de conscience. Car la protestation individuelle, la révolte individuelle — si nombreuses se manifesteraient-elles — n'acquiescent jamais assez de puissance

pour arriver, seules, à imposer une paix définitive aux maîtres des peuples. Il apparaît bien plutôt que c'est de ces mêmes peuples, enfin éclairés et forts de leur droit à la vie, de savoir le faire respecter en le conquérant de haute lutte sur leurs tyrans et leurs bourreaux par la destruction totale de leur pouvoir politique et économique. Que le geste des objecteurs de conscience puisse avoir une influence énorme pour mettre la guerre « hors les volontés », ce n'est point douteux. Mais que la révolte collective, que la Révolution sociale victorieuse soit une garantie de paix autrement efficace, une certitude de paix même, c'est non moins douteux. C'est un peu pour cela que, à ce journal et dans notre U.A.C.R., nous sommes avant tout des révolutionnaires.

Tout se tient et tout s'enchaîne. De même qu'il serait vain de prétendre que l'objection de conscience est tout le pacifisme, il serait puéril de croire que la conquête d'une paix sûre et durable constitue le seul objectif d'une Révolution sociale.

Autres problèmes que celui de la paix, et tout aussi importants, sollicitent l'attention des anarchistes révolutionnaires. Par exemple, celui du travail au lendemain d'une insurrection victorieuse qui rendrait maîtres de leurs destinées les travailleurs d'un pays donné.

Dans Le Réveil de Genève, le camarade Max Clair s'en préoccupe. Il relate qu'Hector Molinari, après avoir étudié les ressources économiques de l'Italie, conclut qu'elles suffiraient à assurer la vie du peuple italien et le succès de la Révolution sociale en Italie. Et il ajoute :

Même en admettant que les conditions économiques soient les mêmes pour les autres contrées de l'univers, il faut se convaincre que la vie serait moins agréable et moins plantureuse pendant les années où la révolution sociale resterait dans les cadres géographiques actuels et tant que les nations voisines, encore sous le joug de la bourgeoisie, espéreraient vaincre cette révolution...

Il faut se persuader qu'un lendemain de révolution n'est pas un lendemain d'héritage, que l'on ne se gavera pas mais qu'il faudra au contraire restreindre un peu ses besoins...

Il faut se persuader encore qu'il faudra beaucoup de travail et de courage, plus de travail et de courage qu'on n'en aura jamais donné...

C'est là un angle du problème révolutionnaire sous lequel on ne semble guère, en nos milieux, aimer à se placer. Peut-être parce qu'on ne lui attribue pas toute sa véritable importance. Sans doute aussi parce qu'il est plus commode d'utiliser d'une démagogie facile et de communiquer aux autres un optimisme de tout repos, qui évite de s'apercevoir sur les difficultés réelles d'une question qu'on ne supprime pourtant point en les ignorant. Au contraire, toute propagande intelligente qui vise à être féconde devrait s'attacher à ne jamais éluder les points épineux et à ne point faire faussement miroiter des solutions miraculeuses. Réalistes et honnêtes, les anarchistes révolutionnaires s'emploieraient plus utilement en bannissant de leurs méthodes de propagande toute surenchère et en mettant en relief, aussi bien dans leurs discussions de groupes qu'après de la masse où ils veulent faire pénétrer leurs conceptions, les questions sous leur jour véritable et sans rien dissimuler de leurs côtés délicats ou complexes. On ne sera jamais trop consciencieux sous ce rapport.

Et puis, présentement, notre mouvement est tellement faible, notre propagande générale si peu développée, nos journaux si peu répandus qu'on n'a plus le droit, vraiment, de gaspiller les efforts, ni même le papier. Ce papier anarchiste qui véhicule notre pensée, il est, cependant, trop peu nombreux de l'avis du camarade L.T. qui, dans Le Réveil de Genève également, préconise la transformation de notre presse par le développement d'une presse régionale, voire locale. C'est là une idée qui me tient fort à cœur pour que je ne marque point tout de suite qu'elle paraît faire son chemin et que, même dans un petit pays comme la Suisse, la nécessité d'une telle presse se fait sentir puisque les militants s'en inquiètent. Les essais malheureux qui, dans ce sens, ont été faits ces dernières années en ce pays ne doivent point rebuter les audacieux qui voudraient renouveler l'expérience. L'un des facteurs les plus certains de réussite, c'est de ne point retomber dans l'erreur initiale : présenter à un public régional, local, une feuille bourrée de doctrine ou de philosophie de la première à la dernière colonne et à la lecture de laquelle rien ne l'a préparé. S'intéresser à tout ce qui concerne la région, démasquer les politiciens de l'endroit, flétrir les « grosses légumes », dénoncer les abus des gros marchands et même des petits, autant de tâches absolument indispensables au succès d'un journal anarchiste régional. Ce qui n'empêche nullement un ou deux articles de fond sur des sujets d'actualité et où la doctrine anarchiste y est illustrée par les faits. Et nous devrions pouvoir nous enorgueillir de dizaines de ces feuilles qui feraient la plus utile et la plus profonde des propagandes dans la masse.

C'est là, à mon avis, que réside présentement, pour une bonne part, le salut de notre mouvement.

LE LISEUR.

## Anarchistes Syndicalistes Révolutionnaires

Avez-vous pensé à soutenir Le Libertaire ? Il ne vit que par vous, et pour vous.



